

Justice climatique et environnement bâti en Europe

Par Emilia Oscilowicz, Lisa Hannuschke, Melissa Garcia-Lamarca, Isabelle Anguelovski, Amilia Calderon-Argelich et James J.T. Connolly

Objectif

Ce rapport, élaboré dans le cadre d'un partenariat entre la Carbon Neutral Cities Alliance (CNCA) et le Barcelona Lab for Urban Environmental Justice and Sustainability (BCNUEJ), vise à aider les collectivités locales, les organisations civiques et les partenaires communautaires à mieux comprendre comment **les inégalités structurelles** influencent les résultats climatiques dans les villes européennes.

Le rapport poursuit trois objectifs principaux :

- Expliquer comment les systèmes d'inégalité de longue date — opérant aux niveaux national, régional et municipal — continuent de façonner le logement, les infrastructures, l'espace public et l'accès aux ressources d'une manière qui désavantage certains groupes.
- Montrer comment ces inégalités se manifestent dans la vie quotidienne des villes européennes, en mettant particulièrement l'accent sur Barcelone (Espagne), Glasgow (Royaume-Uni) et Nantes (France), et mettre en lumière les réponses apportées par les collectivités locales et les organisations communautaires.
- Fournir des outils et des approches pratiques pouvant aider les municipalités à concilier action climatique et justice sociale.

Fondamentalement, le rapport soutient que la politique climatique ne peut aboutir si elle ne s'attaque pas aux inégalités sous-jacentes qui rendent certaines communautés plus vulnérables que d'autres. Construire des villes résilientes face au climat nécessite non seulement des mesures environnementales pour faire face aux impacts climatiques, mais aussi un accès équitable au logement, aux transports, aux services publics et à la prise de décision.

En fin de compte, ce rapport vise à fournir un cadre qui relie l'analyse structurelle à des voies d'action concrètes permettant aux villes du CNCA et à leurs partenaires de démanteler les barrières systémiques et de faire progresser la justice climatique pour tous les citoyens.



Que sont les inégalités structurelles ?

Les inégalités structurelles sont les systèmes sociaux, économiques, juridiques et spatiaux à long terme qui favorisent certains groupes tout en excluant ou en désavantagent d'autres. Ces inégalités sont renforcées par les institutions, les marchés du logement, le développement urbain inégal et l'accès inégal aux ressources environnementales et économiques.

En Europe, ces schémas sont façonnés par plusieurs forces historiques et politiques, notamment le colonialisme, les politiques migratoires, la restructuration de l'État-providence et des décennies de développement urbain axé sur le marché. Ensemble, ces facteurs déterminent qui est le plus exposé aux risques climatiques, qui a accès à un logement sûr et abordable, qui bénéficie des investissements urbains et qui est poussé en marge des villes en raison du changement climatique ou des mesures de lutte contre le changement climatique.

Le changement climatique n'affecte pas tous les habitants de la même manière. Les vagues de chaleur, les inondations, la mauvaise qualité de l'air et la hausse des coûts énergétiques ont souvent le plus grand impact sur les personnes déjà en situation de précarité économique ou sociale. Parallèlement, les politiques climatiques elles-mêmes peuvent involontairement aggraver les inégalités si elles augmentent les coûts du logement, déplacent des communautés vulnérables ou privilégient des zones déjà aisées.

Bien que de nombreux pays européens soient souvent considérés comme dotés de systèmes de protection sociale et d'infrastructures publiques solides, d'importantes formes d'exclusion et de précarité persistent au sein des villes.

La précarité du logement, la précarité énergétique, l'accès limité aux prestations sociales et l'exposition inégale aux risques environnementaux continuent d'affecter les migrants, les communautés racialisées, les ménages à faibles revenus et d'autres groupes marginalisés.

Au cours des dernières décennies, la déréglementation, la privatisation, les politiques d'austérité, les lois restrictives en matière d'immigration et la financiarisation du développement urbain ont affaibli de nombreuses protections publiques et déterminé un accès inégal au logement et à l'aide sociale, créant ainsi des formes de vulnérabilité à plusieurs niveaux qui touchent de manière disproportionnée les résidents marginalisés.

Comment ce rapport a-t-il été élaboré ?

Avec le soutien du CNCA, le rapport a été élaboré dans le cadre d'un processus de recherche multiméthode mené par le BCNUEJ en collaboration avec des praticiens de Barcelone, Glasgow et Nantes. La recherche combine :

- des analyses des politiques nationales en matière de logement et d'aménagement du territoire ;
- de la littérature académique et scientifique sur les inégalités structurelles et la justice climatique urbaine en Europe ;
- des entretiens semi-structurés avec des habitants, des responsables communautaires, des agents municipaux et des praticiens en 2019-2020 et 2025

Cette combinaison d'analyse des politiques et d'expériences vécues permet au rapport de relier les grandes tendances structurelles aux réalités quotidiennes auxquelles sont confrontés les habitants de différentes villes.

Principales conclusions : inégalités structurelles dans trois villes

Barcelone

Dans l'ensemble, Barcelone a connu une transformation urbaine majeure au cours des dernières décennies, en particulier à la suite de la crise financière de 2008. Les investissements, le tourisme et le réaménagement ont remodelé la ville, mais les bénéfices n'ont pas été répartis équitablement. De nombreux habitants à faibles revenus et marginalisés restent exclus des avantages liés au développement urbain vert et résilient au changement climatique.

Inégalités en matière de logement

Le marché du logement à Barcelone est hautement spéculatif, et seule une petite partie des logements bénéficie d'une protection sociale. Les locataires — en particulier les migrants et les résidents racialisés — sont souvent confrontés à la discrimination, à la hausse des loyers et aux « rénovictions », où les locataires sont déplacés à la suite de rénovations ou au réaménagement des immeubles. L'essor du tourisme et l'attrait croissant des quartiers plus verts ont exercé une pression supplémentaire sur le marché du logement. En réponse, les syndicats de locataires et les militants pour le logement se sont mobilisés pour contester les expulsions et les pratiques locatives abusives.

Inégalités environnementales et climatiques

Les quartiers populaires, tant dans les quartiers centraux comme le Raval que dans les zones périphériques comme La Prosperitat, sont particulièrement vulnérables aux vagues de chaleur en raison de la densité des logements, de la mauvaise ventilation et de l'accès limité aux espaces verts publics. Bien que Barcelone ait investi dans des initiatives climatiques et de verdissement, certains de ces projets ont également accru le risque de « gentrification verte », où les améliorations environnementales contribuent à la hausse des coûts et au déplacement des habitants.

Inégalités économiques

L'économie de Barcelone est de plus en plus polarisée et fortement dépendante du tourisme et des emplois du secteur tertiaire. Bon nombre de ces emplois offrent une protection sociale limitée, exposent davantage les travailleurs aux conditions environnementales et nécessitent des trajets coûteux. Les migrants et les travailleurs occupant des emplois saisonniers ou dans le secteur de la construction sont particulièrement peu susceptibles de bénéficier du développement économique vert.

Glasgow

Dans l'ensemble, la transition de Glasgow après des décennies de déclin industriel a créé à la fois des opportunités et de nouvelles formes d'inégalité. Les stratégies de régénération visant à attirer le tourisme, les industries créatives et les résidents à revenus élevés ont souvent concentré les investissements dans des zones déjà favorisées, tandis que de nombreuses communautés continuent de faire face à de profonds défis économiques et sociaux.

Inégalités en matière de logement

Les politiques de privatisation du logement, notamment le droit d'achat et le transfert du parc immobilier de 2002, ont considérablement réduit la capacité de logement public. Dans le même temps, les nouveaux programmes de construction n'ont pas suffisamment répondu aux besoins sociaux ni aux objectifs d'accessibilité financière. La hausse des loyers et la précarité du logement ont conduit les syndicats de locataires et les groupes de défense à réclamer une protection renforcée des locataires.

Inégalités environnementales et climatiques

Les habitants issus de la classe ouvrière, les migrants et les réfugiés continuent de souffrir de la précarité énergétique, de la mauvaise qualité des logements et des conséquences sanitaires qui en découlent. Les projets liés au climat et à la durabilité sont souvent concentrés dans des zones déjà considérées comme attractives pour les investissements, tandis que les communautés vulnérables restent exposées aux nuisances environnementales.

Inégalités économiques

Glasgow continue de subir les effets à long terme de la désindustrialisation, notamment le chômage, des emplois de mauvaise qualité et un creusement des inégalités économiques. Depuis le début des années 2000, la stratégie de régénération de la ville a de plus en plus associé le réaménagement axé sur la culture aux objectifs de transition écologique, en particulier à la suite du sommet sur le climat COP26 en 2021.

Cependant, les bénéfices de ces initiatives n'ont pas été répartis de manière équitable.

Nantes

Dans l'ensemble, Nantes a mis en œuvre une stratégie ambitieuse axée sur la qualité de vie urbaine, les transports publics, la végétalisation et le réaménagement post-industriel. Par rapport aux autres villes étudiées, son engagement plus fort en faveur du logement social a contribué à protéger les résidents à faibles revenus. Cependant, ces protections sont de plus en plus menacées en raison des défis nationaux plus larges en matière de logement.

Inégalités en matière de logement

Nantes bénéficie d'une longue tradition en matière de logement social, qui a permis de protéger de nombreux habitants contre une grave précarité du logement. Cependant, les politiques de rénovation urbaine, les stratégies de mixité sociale et les coupes budgétaires nationales menacent de ralentir la construction de nouveaux logements sociaux et de chasser les habitants aux faibles revenus, ce qui nuit à la cohésion sociale et au sentiment d'appartenance à la communauté.

Inégalités environnementales et climatiques

D'importants investissements publics dans les transports et les espaces verts ont amélioré l'accès aux équipements environnementaux dans toute la ville. Néanmoins, certains projets de développement vert restent orientés vers les loisirs et les utilisateurs à revenus moyens, ce qui risque de maintenir l'exclusion des communautés ouvrières et racialisées — en particulier les résidents roms.

Thèmes transversaux clés

1. Le logement est le principal facteur d'inégalité sociale et climatique

Dans les trois villes, le logement est apparu comme le fondement d'inégalités sociales et climatiques plus larges. L'accessibilité financière, la qualité, l'emplacement et la résilience climatique des logements déterminent l'accès à l'emploi, aux transports, aux services et à la sécurité environnementale. Un logement sûr et abordable est donc essentiel pour renforcer la résilience climatique.

2. La déréglementation et le développement urbain inégal aggravent la vulnérabilité

Des décennies de privatisation, de déréglementation et de réduction des investissements publics ont affaibli de nombreux systèmes destinés à protéger les habitants, notamment le logement social, les transports en commun, les services sociaux et les effectifs municipaux. Les personnes interrogées dans les trois villes ont souligné que même les politiques climatiques et sociales bien intentionnées sont souvent compromises par les pressions du marché et les lacunes politiques qui empêchent les populations vulnérables d'en bénéficier pleinement.

3. Les communautés historiquement marginalisées sont souvent laissées pour compte

Les habitants à faibles revenus, les migrants, les femmes, les personnes handicapées et les communautés racialisées continuent de se heurter à des obstacles en matière de logement abordable, d'opportunités économiques, de participation politique et de protection climatique. Leurs besoins sont souvent négligés dans les processus de planification et d'élaboration des politiques, tandis que leur capacité à influencer la prise de décision reste limitée.

4. L'accès aux espaces verts et aux transports publics reste inégal

Bien que les trois villes aient investi dans des infrastructures plus vertes et des transports plus durables, l'accès reste inégal. Les communautés de la classe ouvrière, les migrants, les personnes handicapées, les femmes et les personnes non binaires sont souvent confrontés à des obstacles de mobilité plus importants et à un accès réduit aux parcs, aux transports en commun et aux autres équipements publics. Les systèmes de transport respectueux du climat peuvent également exclure involontairement les résidents dont les trajets quotidiens sont conditionnés par des responsabilités familiales, un handicap, l'isolement géographique ou le coût du logement.

Orientations politiques et recommandations

Outils et stratégies de justice climatique

Les actions recommandées comprennent :

- Concevoir des programmes d'efficacité énergétique et de rénovation accessibles tant aux locataires qu'aux propriétaires et qui n'entraînent pas le déplacement des résidents à faibles revenus ;
- Mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur l'action climatique qui touchent et profitent aux communautés marginalisées ;

- Impliquer les migrants, les jeunes, les aidants et d'autres groupes sous-représentés dans l'adaptation au changement climatique et la planification des infrastructures vertes ; et
- Élargir les processus de planification participative afin que les résidents puissent façonner les politiques climatiques locales.

Action climatique axée sur le logement

Le rapport recommande également :

- De soutenir les partenariats entre les coopératives de logement et les banques coopératives éthiques afin de financer la construction et la rénovation de logements à but non lucratif ;
- Renforcer les protections des locataires et les politiques de stabilisation des loyers afin de réduire les pressions à l'expulsion ;
- Renforcer les systèmes de logement public, mixte et social de manière à remédier à la réduction des financements alloués à ces programmes et à simplifier les processus financiers et administratifs ; et
- Veiller à ce que les améliorations du logement liées au climat n'aggravent pas l'exclusion ou la précarité du logement.

Construire une économie urbaine plus inclusive

Les recommandations comprennent :

- Reprendre le contrôle municipal des transports publics par le biais de modèles de concession ou de propriété publique ;
- Soutenir les réseaux civiques, les syndicats et les organisations communautaires qui travaillent sur les questions de logement, de transport, d'énergie et de travail ; et
- Veiller à ce que le développement économique vert crée des emplois sûrs, accessibles et correctement rémunérés.

En résumé, le rapport conclut que l'action climatique et la justice sociale doivent être abordées conjointement. Les villes européennes ne peuvent pas devenir véritablement résilientes face au changement climatique si les inégalités existantes continuent de déterminer qui bénéficie des investissements, qui est confronté aux risques environnementaux et qui est exclu de la transformation urbaine.

[Télécharger le rapport complet](#)



CNCA
CARBON NEUTRAL CITIES ALLIANCE

BCNUEJ

Barcelona
Laboratory for Urban
Environmental Justice
and Sustainability